



FIGESTAUDIT

Société de commissariat aux comptes

ASSOCIATION NOVA DONA

Siège social : 12, allée Gaston Bachelard – 75014 PARIS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

-+-+--+

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2022

Siège social : 12, rue Tronchet - 75008 Paris

T é l . : 0 1 4 2 6 8 3 4 0 0

www.figest.fr - contact@figest.fr

S.A.R.L. au capital de 4 000 euros - 509 745 154 R.C.S. Paris

Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris Ile-de-France

N° de TVA Intracommunautaire : FR16 509 745 154

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux Membres de l'Association,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association NOVA DONA, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été arrêtés selon les principes et conventions générales indiqués dans le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.
- Nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé du choix des hypothèses retenues et leur correcte application pour l'établissement des états financiers.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Le total bilan s'élève à 772 215 euros et fait ressortir un excédent de 14 034 euros.

6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Reims, le 27 juin 2022

Julien DURAND
Commissaire aux comptes
Responsable technique et
Gérant de la société FIGESTAUDIT

Signé électroniquement le 27/06/2022 par
Julien Durand



Audit - Conseil - Expertise
Experts comptables
Commissaires aux comptes



BILAN

période du 01/01/2021 au 31/12/2021

ACTIF	du 01/01/2021 au 31/12/2021			au 31/12/2020
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques	4 915	4 915	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., matériel et Outil. Industriels				
Autres immobilisations corporelles	33 010	24 980	8 030	8 675
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	7 250	0	7 250	7 250
TOTAL I	45 175	29 895	15 280	15 925
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvision.				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	0	0	0	5 967
Autres créances	117 666	0	117 666	64 664
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
Disponibilités	639 270	0	639 270	735 714
Charges constatées d'avances	0	0	0	0
TOTAL II	756 935	0	756 935	806 345
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement d'obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	802 111	29 895	772 215	822 270

BILAN

période du 01/01/2021 au 31/12/2021

PASSIF	au 31/12/2021	au 31/12/2020
	Net	Net
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Excédents affectés à l'investissement	33 238	33 238
Réserve de compensation	20 818	20 818
Autres réserves		
Report à nouveau		
Report à nouveau	214 627	214 627
Dépenses refusées par l'autorité de tarification	0	0
RAN des activités SMS sous gestion contrôlée	107 002	55 935
Dépenses refusées ou inopposables aux financeurs	-25 103	-25 103
Excédent ou déficit de l'exercice	14 034	51 067
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	10 601	10 601
TOTAL I	375 217	361 183
Provisions pour risques	0	0
Provisions pour charges	121 338	121 338
Fonds dédiés	177 061	174 105
TOTAL II	298 399	295 443
Emprunts obligataires		
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunt et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 808	68 183
Dettes fiscales et sociales	82 792	97 462
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0	0
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	98 600	165 645
Ecart de conversion actif (IV)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	772 215	822 270

NOVA DONA

Association loi 1901
12, allée Gaston Bachelard
75014 PARIS

**COMPTE DE
RESULTAT**

période du 01/01/2021 au 31/12/2021

N° Siret : 40019824800000033

Code APE : 9499Z

Exercice : 2021

	au 31/12/2021	au 31/12/2020
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises		
Production vendue (bien et services)	6 006	5 967
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES dont à l'exportation	6 006	5 967
Production stockée		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	794 875	788 548
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges	0	0
Transferts de charges		
Autres produits (hors cotisations)	1	0
TOTAL I	800 882	794 515
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks d'approvisionnements		
Autres achats et charges externes	234 290	270 628
Impôts, taxes et versements assimilés	26 265	18 816
Salaires et traitements	360 875	302 274
Charges sociales	159 800	124 543
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 991	2 032
Sur immobilisations : dotations aux provisions	0	0
Sur actif circulant : dotations aux provisions	0	0
Pour risques et charges : dotations aux provisions	0	0
Reports en fonds dédiés	2 956	24 539
Autres charges	995	669
TOTAL II	787 173	743 501
I. RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	13 709	51 014
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Excédent ou déficit transféré III	0	0
Déficit ou excédent transféré IV	0	0
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	0	1
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL V	0	1

COMPTE DE RESULTAT

période du 01/01/2021 au 31/12/2021

N° Siret : 40019824800000033
Code APE : 9499Z
Exercice : 2021

	au 31/12/2021	au 31/12/2020
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL VI	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	0	1
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)	13 709	51 015
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	0	52
Sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	325	0
TOTAL VII	325	52
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	0	0
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
TOTAL VIII	0	0
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	325	52
Impôts sur les sociétés IX	0	0
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	801 208	794 568
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX)	787 173	743 501
SOLDE INTERMEDIAIRE	14 034	51 067
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0	0
- Engagements à réaliser sur ressources affectées	0	0
EXCEDENT ou DEFICIT	14 034	51 067

ANNEXE au BILAN et au COMPTE DE RESULTAT

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES COMPTABLES

Le présent exercice couvre la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés conformément au règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2016-07 du 4-11-2016 de l'Autorité des normes et dans le respect du principe de prudence, de la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, de l'indépendance des exercices, et la continuité de l'exploitation.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, intégrant l'article I° du règlement ANC 2019-04 et le règlement ANC 2020-08 ;
- du règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- du Code de l'Action Sociale et des Familles pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- de l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif ;
- de l'instruction D.G.A.S./SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;
- de l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires.

METHODES D'EVALUATION

La présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2 - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1. ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

2.1.1. Immobilisations incorporelles

Le montant de 4 915 €, inscrit au bilan en valeur brute, se décompose comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/20	Acquisitions	Cessions	Solde au 31/12/21
Logo	2 260 €	0 €	0 €	2 260 €
Logiciels	2 655 €	0 €	0 €	2 655 €
TOTAL	4 915 €	0 €	0 €	4 915 €

Les taux et modes d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Logo linéaire : 20 %
- Logiciels linéaire : 100 %

2.1.2. Immobilisations corporelles

Le montant de 33 010 €, inscrit au bilan en valeur brute, se décompose comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/20	Acquisitions	Cessions (mises au rebut)	Solde au 31/12/21
Matériel industriel	4 511 €	800 €	549 €	4 762 €
Installations générales	15 550 €	0 €	0 €	15 550 €
Matériel de bureau et informatique	16 883 €	546 €	7 739 €	9 691 €
Mobilier	3 008 €	0 €	0 €	3 008 €
TOTAL	39 952 €	1 346 €	8 288 €	33 010 €

Les taux et modes d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Matériel industriel	linéaire :	20 %
- Installations générales	linéaire :	10 %
- Matériel de bureau et informatique	dégressif :	40 et 50 %
- Mobilier	linéaire :	10 %

2.13. Immobilisations financières

Le montant de 7 250 €, inscrit au bilan en valeur brute, se décompose comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/20	Acquisitions	Cessions	Solde au 31/12/21
Dépôts	6 095 €	0 €	0 €	6 095 €
Cautionnements	1 155 €	0 €	0 €	1 155 €
TOTAL	7 250 €	0 €	0 €	7 250 €

2.2. ÉTAT DE L'ACTIF CIRCULANT

2.2.1. Créances :

- Autres créances	117 666 €
-------------------------	-----------

2.3. ÉCHEANCE DES DETTES ET DES CRÉANCES

L'échéance de toutes les dettes et créances inscrites au bilan est à moins d'un an.

2.4. ÉTAT DES CHARGES A PAYER

- Dettes fournisseurs	7 912 €
- Factures non parvenues	7 896 €
- Autres rémunérations et charges sociales	59 896 €
- Dettes fiscales	22 846 €
- Autres dettes	50 €

2.5. SUIVI DES FONDS DEDIES

Ressources \ Situations	Montant initial	Fonds à engager au 01/01/2021	Utilisation en cours d'exercice 2021	Engagement à réaliser s/nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager au 31/12/2021
CPAM (Dot. CAARUD 2010)	45 000 €	38 263 €	0 €	0 €	38 263 €
CPAM (Dot. CSAPA 2010)	105 000 €	62 296 €	0 €	0 €	62 296 €
CPAM (Dot. CAARUD 2012)	15 000 €	10 920 €	0 €	0 €	10 920 €
CPAM (Dot. CSAPA 2012)	15 000 €	9 900 €	0 €	0 €	9 900 €
CPAM (Dot. CAARUD 2016)	10 000 €	10 000 €	0 €	0 €	10 000 €
CPAM (CNR provision dépenses CAARUD 2021)	6 000 €	0 €	0 €	6 000 €	6 000 €
CPAM (CNR autres CAARUD 2020)	8 100 €	1 983 €	0 €	0 €	1 983 €
CPAM (CNR provision dépenses CSAPA 2021)	6 000 €	0 €	0 €	6 000 €	6 000 €
CPAM (CNR autres CSAPA 2020)	11 400 €	10 556 €	0 €	0 €	10 556 €
CPAM (CNR Naloxone CAARUD 2021)	2 000 €	2 000 €	2 000 €	0 €	0 €
CPAM (CNR Aides directes CAARUD 2021)	1 300 €	1 300 €	1 300 €	0 €	0 €
CPAM (CNR Nuitées d'hôtel CAARUD 2021)	3 500 €	3 500 €	3 000 €	0 €	500 €
CPAM (CNR IFC M. BENSLIMANE CAARUD 2021)	23 221 €	23 221 €	23 221 €	0 €	0 €
CPAM (CNR Co-direction tuilage CAARUD 2021)	12 085 €	12 085 €	12 085 €	0 €	0 €
CPAM (CNR CO testeur CSAPA 2021)	200 €	200 €	0 €	0 €	200 €
CPAM (CNR TSN CSAPA 2021)	2 000 €	2 000 €	244 €	0 €	1 756 €
CPAM (CNR Aides directes CSAPA 2021)	2 500 €	2 500 €	2 500 €	0 €	0 €
CPAM (CNR Nuitées d'hôtel CSAPA 2021)	3 500 €	3 500 €	3 000 €	0 €	500 €
CPAM (CNR IFC M. BENSLIMANE CSAPA 2021)	23 221 €	23 221 €	23 221 €	0 €	0 €
CPAM (CNR IFC R. RAMDANI CSAPA 2021)	26 821 €	26 821 €	26 821 €	0 €	0 €
CPAM (CNR Co-direction tuilage CSAPA 2021)	12 085 €	12 085 €	12 085 €	0 €	0 €
CPAM (CNR Ségur de la santé CSAPA 2021)	1 500 €	1 500 €	1 500 €	0 €	0 €
TOTAL	335 432 €	257 850 €	110 977 €	12 000 €	158 873 €

2.6. SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Le délai entre la transmission aux financeurs des comptes administratifs et leur acceptation définitive est d'environ deux ans. Nous n'avons pas à ce jour de retour définitif concernant les comptes administratifs 2020 ; l'affectation du résultat porte ainsi sur l'exercice n-2.

2.7. VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au 31/12/20	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/21
Report à nouveau	245 459 €	212 475 €	161 408 €	296 526 €
Résultat de l'exercice	51 067 €	14 034 €	51 067 €	14 034 €
Subventions d'investissement	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres Réserves	54 056 €	0 €	0 €	54 056 €
Provisions réglementées	10 601 €	0 €	0 €	10 601 €
TOTAL	361 183 €	226 509 €	212 475 €	375 217 €

2.8. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE LIÉS A L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Conformément aux articles 833-1, 833-2/1/d et 833-2/3 du Plan Comptable Général ; à l'avis de l'ordre des Experts Comptables et de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes, il est précisé qu'il n'est pas attendu que l'épidémie de Covid-19 ait des conséquences significatives sur les comptes de l'association en 2022.



FIGESTAUDIT

Société de commissariat aux comptes

ASSOCIATION NOVA DONA

Siège social : 12, allée Gaston Bachelard – 75014 PARIS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

-+-+--+--

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 2022

Siège social : 12, rue Tronchet - 75008 Paris

T é l . : 0 1 4 2 6 8 3 4 0 0

www.figest.fr - contact@figest.fr

S.A.R.L. au capital de 4 000 euros - 509 745 154 R.C.S. Paris

Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris Ile-de-France

N° de TVA Intracommunautaire : FR16 509 745 154

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux Membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de cette mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant :

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis d'une convention conclue au cours de l'exercice, conformément aux dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce et L.313-25 et R.314-59 du Code de l'action sociale et des familles :

Avec Monsieur Johann VOLANT : Monsieur Johann VOLANT a perçu, durant l'exercice clos le 31 décembre 2021, en sa qualité de directeur, une rémunération brute égale à 22 538 euros.

Convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale :

Par ailleurs, nous avons été informés, conformément aux articles L.313-25 et R.314-59 du Code de l'action sociale et des familles, que l'exécution de la convention suivante s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Avec Monsieur Mustapha BENSLIMANE : Monsieur Mustapha BENSLIMANE a perçu, durant l'exercice clos le 31 décembre 2021, en sa qualité de directeur, une rémunération brute égale à 85 347,22 euros.

Fait à REIMS, le 27 juin 2022

Julien DURAND
Commissaire aux comptes
Responsable Technique et
Gérant de la société FIGESTAUDIT

Signé électroniquement le 27/06/2022 par
Julien Durand



Audit - Conseil - Expertise
Experts comptables
Commissaires aux comptes

